

SIPRI YEARBOOK 2021

Armaments,
Disarmament and
International
Security

Résumé en français

STOCKHOLM INTERNATIONAL PEACE RESEARCH INSTITUTE

Fondé en 1966, le SIPRI est un institut international indépendant qui se consacre à la recherche sur les conflits, les armements, la maîtrise des armements et le désarmement. Il fournit des données, des analyses et des recommandations, sur la base de sources ouvertes, aux décideurs politiques, aux chercheurs, aux médias et à tout public intéressé.

LE SIPRI YEARBOOK

Le *SIPRI Yearbook* est un annuaire qui présente des données originales en matière de dépenses militaires mondiales, de transferts internationaux d'armes, de production d'armes, de forces nucléaires, de conflits armés et d'opérations multilatérales de paix, en les combinant avec une analyse de pointe des aspects importants de la maîtrise des armements, de la paix et de la sécurité internationale. Ceci est le résumé du *SIPRI Yearbook 2021* et contient des extraits des données et des analyses présentées dans l'annuaire.

SOMMAIRE

1. Introduction : La stabilité internationale et la sécurité humaine en 2020	1
Partie I. Conflits armés et gestion des conflits, 2020	
2. Évolution mondiale des conflits armés et des processus de paix	2
3. Conflits armés et processus de paix dans les Amériques	4
4. Conflits armés et processus de paix en Asie et Océanie	5
5. Conflits armés et processus de paix en Europe	6
6. Conflits armés et processus de paix au Moyen-Orient et en Afrique du Nord	8
7. Conflits armés et processus de paix en Afrique subsaharienne	10
Partie II. Dépenses militaires et armements, 2020	
8. Dépenses militaires	12
9. Transferts internationaux et évolution de la production d'armes	14
10. Forces nucléaires mondiales	16
Partie III. Non-prolifération, maîtrise des armements et désarmement, 2020	
11. Désarmement nucléaire, maîtrise des armements et non-prolifération	18
12. Menaces chimiques et biologiques	20
13. Maîtrise des armes classiques et des nouvelles technologies	22
14. Contrôle du double usage et du commerce des armes	24
Annexes	26

Cartes, p. 6, 9, 10. Crédit : Hugo Ahlenius, Norpil

Traduction : GRIP (Danièle Fayer-Stern)

ISSN : 2466-6734

ISBN : 978-2-87291-205-6

www.sipriyearbook.org

© SIPRI 2021

© GRIP 2021



1. INTRODUCTION : LA STABILITÉ INTERNATIONALE ET LA SÉCURITÉ HUMAINE EN 2020

DAN SMITH

Si la stabilité et la sécurité mondiales se sont fortement détériorées durant la dernière décennie, le bilan demeure largement inchangé en 2020. Cette affirmation peut sembler exagérément optimiste compte tenu de la pandémie de Covid-19. Elle est toutefois étayée par les données de la 52^e édition de cet annuaire.

Le tableau des grandes tendances est mitigé : les dépenses militaires mondiales ont augmenté mais le volume des transferts internationaux d'armes est resté à peu près stable ; la maîtrise des armements nucléaires a stagné ; les États-Unis se sont retirés du traité « Ciel ouvert » de 1992, mais le Traité sur l'interdiction des armes nucléaires a reçu un soutien suffisant pour entrer en vigueur en janvier 2021 ; le nombre de conflits armés a augmenté, mais le nombre total de morts dans les guerres a sensiblement diminué ; et, bien que la géopolitique demeure toxique, le danger d'escalade a pu être contrebalancé par une attitude de retenue dans la plupart des situations à risques. Le changement climatique s'est poursuivi à un rythme soutenu – 2020 a été l'année la plus chaude depuis 1850 – mais le Sommet sur l'ambition climatique de décembre 2020 promet des avancées, même si elles semblent insuffisantes pour limiter le réchauffement de la planète à 2°C.

La pandémie de Covid-19

Fin 2020, quelque 82 millions de personnes avaient contracté la Covid-19 et les décès enregistrés s'élevaient à environ 1,8 million, des chiffres probablement sous-estimés.

Si la pandémie a eu peu d'impact direct sur le déroulement des conflits armés en 2020, elle a entraîné une augmentation du stress psychologique et des violences domestiques. Elle a également eu des effets économiques et politiques majeurs, entraîné une baisse de la production dans tous les pays sauf 20, inversé 30 ans de progrès dans la réduction de la pauvreté et contribué à une détérioration généralisée de la démocratie. Tous ces effets auront à leur tour des conséquences possibles sur la sécurité future.

Les élections américaines

L'élection présidentielle de 2020 a mis fin à une administration américaine qui avait remis en cause de multiples caractéristiques du système international. Toutefois, il est peu probable que la politique mondiale deviendra rapidement moins conflictuelle, en raison de la concurrence des États-Unis avec la Chine et la Russie. En attendant, les politiques de l'administration précédente jouissent d'un soutien considérable aux États-Unis, ce qui portera atteinte aux relations internationales, car les autres gouvernements se demandent quelle confiance accorder aux engagements américains.

Coopération internationale

Les différends politiques qui se sont envenimés en 2020 au sujet de la responsabilité de l'origine du Covid-19 étaient les symptômes d'un corps politique international malade. Or, de nombreuses institutions de coopération internationale sont restées dynamiques, nécessitant simplement plus d'attention et de soins. En ce début 2021, il convient sans doute avant tout de redynamiser la coopération internationale. ●



2. ÉVOLUTION MONDIALE DES CONFLITS ARMÉS ET DES PROCESSUS DE PAIX

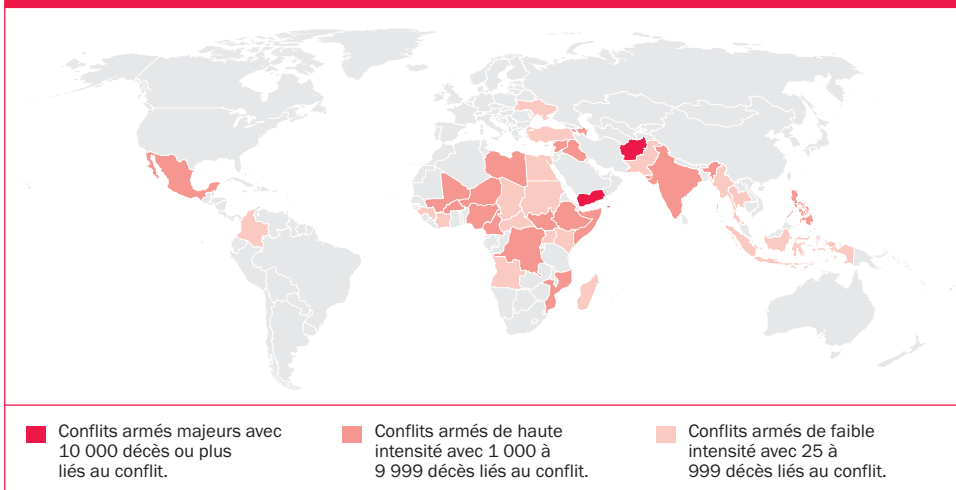
Au moins 39 États en 2020 (5 de plus qu'en 2019) ont été en proie à des conflits armés actifs : 2 dans les Amériques, 7 en Asie et Océanie, 3 en Europe, 7 au Moyen-Orient et en Afrique du Nord (MENA) et 20 en Afrique subsaharienne. Comme les années précédentes, la plupart se sont déroulés au sein d'un pays, entre les forces gouvernementales et un ou plusieurs groupes armés non étatiques. Deux étaient des conflits armés majeurs (plus de 10 000 décès dus au conflit dans l'année) : Afghanistan et Yémen ; et 16, des conflits armés de haute intensité (1000-9 999 décès liés au conflit) : Mexique, Syrie, Nigeria, RDC, Éthiopie, Somalie, Mali, Irak, Sud-Soudan, Burkina Faso, Mozambique, Cameroun, Libye, Philippines, Inde et Niger. Seuls deux conflits armés ont eu lieu entre des États : les affrontements frontaliers entre l'Inde et le Pakistan, et le conflit frontalier entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan pour le contrôle

du Haut-Karabakh, qui a dégénéré en un conflit de haute intensité. Deux autres conflits armés ont opposé des forces étatiques à des groupes armés aspirant à devenir des États (entre Israël et les Palestiniens et entre la Turquie et les Kurdes).

Conséquences des conflits armés

Pour au moins la 2e année consécutive, le nombre total estimé de décès liés aux conflits a diminué. Le total en 2020 était d'environ 120 000, soit une réduction de 30 % depuis 2018. En 2020, ce sont surtout les décès liés aux conflits en Asie et Océanie, et dans la région MENA qui ont diminué. Deux régions se sont écartées de cette tendance : l'Europe, en raison du conflit armé entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan et l'Afrique subsaharienne (voir Estimations des décès liés aux conflits en Afrique subsaharienne). Toutefois, d'autres impacts négatifs (parfois en combinaison avec d'autres facteurs) semblent s'être aggravés, notamment les déplacements de population, l'insécurité alimentaire, les besoins

LES CONFLITS ARMÉS EN 2020



Note : Les frontières indiquées ne sont pas nécessairement approuvées par le SIPRI.



ESTIMATION DES DÉCÈS LIÉS AUX CONFLITS EN AFRIQUE SUBSAHARIENNE

En Afrique subsaharienne, 18 des 20 conflits armés ont connu un nombre estimé de décès liés aux conflits plus élevé en 2020 qu'en 2019, avec une augmentation nette d'environ 41 %. Cette région comptera le plus de décès liés aux conflits en 2020, dépassant le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord.

humanitaires et les violations du droit international humanitaire.

Accords de paix et impact de la Covid-19

Plusieurs processus de paix ont stagné voire régressé en 2020, mais en Afghanistan, les pourparlers de paix ont progressé. En Libye et en Syrie, les cessez-le-feu permettent d'entrevoir une forme de résolution à court ou moyen terme. Au Haut-Karabakh, un cessez-le-feu négocié par la Russie a mis fin aux combats. En Afrique subsaharienne, le processus de paix au Soudan est le seul à avoir réellement progressé en 2020.

L'impact de la Covid-19 sur les conflits armés en 2020 a été mitigé : on note quelques baisses temporaires des incidents de violence armée, mais l'intensité de la violence reste généralement la même, voire augmente dans certains cas.

Tendances des opérations multilatérales de paix

En 2020, 62 opérations de paix multilatérales (OPM) étaient actives : une de plus qu'en 2019. Trois opérations ont pris fin : la Mission de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest en Guinée-Bissau (ECOMIB), l'Opération hybride UA-ONU au Darfour (MINUAD) et le Bureau intégré des Nations unies pour la consolidation de la paix en Guinée-Bissau (BINUGBIS). Trois opérations ont débuté :

la Mission d'observation militaire de l'UA en République centrafricaine (RCA) (MOUACA), la Mission consultative de l'UE en matière de politique de sécurité et de défense commune en RCA (EUAM RCA) et la Mission de l'UA en Libye.

Le nombre de personnes déployées dans les OPM a baissé à 127 124 au 31 décembre 2020 (- 7,7 %), principalement en raison des réductions dans certaines grandes OPM, notamment la Mission de soutien résolu (RSM) en Afghanistan. L'ONU reste la principale organisation dans ce domaine, responsable d'environ un tiers de toutes les OPM et de deux tiers de tout le personnel.

La mission de l'UA en Somalie (AMISOM) est restée la plus grande OPM, malgré de nouvelles réductions de forces. L'Éthiopie est restée la première contributrice de troupes, suivie de l'Ouganda et du Bangladesh.

La mortalité annuelle hostile parmi le personnel en uniforme dans les OP de l'ONU a été la plus faible de la décennie 2011-20. En revanche, la mortalité toutes causes confondues était plus élevée que les années précédentes en raison d'une augmentation significative des décès dus à la maladie, dont la Covid-19.

Le nombre d'opérations autres que des « OPM » (selon la définition du SIPRI) a augmenté, avec trois nouveaux déploiements : un « contingent de maintien de la paix » russe dans le Haut-Karabakh, la force navale de l'UE en Méditerranée, l'Opération Irini et la Force opérationnelle multinationale européenne Takuba au Sahel. ●



3. CONFLITS ARMÉS ET PROCESSUS DE PAIX DANS LES AMÉRIQUES

La paix offre un tableau complexe et mitigé dans les Amériques en 2020. Certains conflits s'aggravent et dans certains pays, la violence diminue, en partie en raison du confinement dû à la Covid-19. Ailleurs, la violence armée se maintient au niveau de 2019. La Colombie et le Mexique ont connu plusieurs conflits armés parallèles non internationaux sur leur territoire.

La région a accueilli trois OPM : la Mission de vérification des Nations unies en Colombie, la Mission de l'Organisation des États américains de soutien au processus de paix en Colombie et le Bureau intégré des Nations unies en Haïti.

Colombie

L'accord de paix de 2016 entre le gouvernement colombien et les Forces armées révolutionnaires de Colombie-Armée du peuple (FARC-EP) a mis fin à un conflit armé non international qui durait depuis plus de 50 ans. Cependant, la mise en œuvre de l'accord a encore été perturbée en 2020. Les conflits armés non internationaux avec d'autres groupes armés non étatiques et organisations paramilitaires, comme l'Armée de libération nationale (Ejército de Liberación Nacional), l'Armée populaire de libération (Ejército Popular de Liberación) et les Forces d'autodéfense gaitanistes de Colombie (Autodefensas Gaitanistas de Colombia), se sont poursuivis. Certains dissidents des FARC-EP ont rejoint les groupes armés, et les violences à l'encontre des acteurs de la société civile ont augmenté.

Mexique

Le Mexique a connu trois conflits armés non internationaux : entre le gouvernement

mexicain et le Cártel Jalisco Nueva Generación, entre le gouvernement et le cartel Sinaloa, et entre les deux cartels eux-mêmes. Les homicides ont légèrement diminué en 2020 mais sont restés à un niveau très élevé, et la lutte du gouvernement contre les cartels s'est de plus en plus militarisée. Une nouvelle Garde nationale créée en 2019 comptait fin 2020 environ 100 000 personnes sous commandement opérationnel militaire.

Violence criminelle et troubles politiques

Les taux d'homicides dans la région varient considérablement. En 2020, plusieurs pays comme la Jamaïque continuent d'afficher les taux d'homicides les plus élevés au monde. D'autres, dont le Salvador, le Guatemala, le Honduras et le Venezuela, ont connu une réduction significative des homicides.

Défenseurs des droits humains et représentants de mouvements sociaux ont été la cible de violences politiques au Brésil, Honduras, Mexique et en Colombie. Le confinement dû à la Covid-19 a empêché que se reproduisent les manifestations de masse et les émeutes souvent violentes qui se sont produites en 2019 en Bolivie, Colombie, Équateur et au Chili, motivées par les frustrations de la population face aux mauvaises conditions économiques, aux inégalités croissantes et à la corruption politique. Néanmoins, de sporadiques manifestations populaires ont éclaté en réponse à des crises politiques au Chili, Guatemala, Nicaragua, Pérou, en Bolivie et Colombie. Des allégations de brutalité des forces de l'ordre ont été émises. ●



4. CONFLITS ARMÉS ET PROCESSUS DE PAIX EN ASIE ET OCÉANIE

Comme en 2019, sept pays d'Asie et Océanie ont connu des conflits armés actifs. Trois en Asie du Sud : l'Afghanistan (guerre civile majeure internationalisée), l'Inde (conflit armé de haute intensité, frontalier, inter-étatique et infranational) et le Pakistan (conflit armé de basse intensité, frontalier, interétatique et infranational). Les quatre autres conflits en Asie du Sud-Est – Indonésie, Myanmar, Philippines et Thaïlande – étaient infranationaux et de faible intensité. Le nombre total de décès liés aux conflits en Asie et Océanie a diminué de près de 50 % par rapport à 2019.

Trois tendances émergentes sont restées préoccupantes : (a) la rivalité croissante entre la Chine et les États-Unis, avec une politique étrangère chinoise de plus en plus affirmée ; (b) la violence croissante liée aux politiques identitaires, fondées sur la polarisation ethnique et/ou religieuse et (c) l'augmentation des groupes djihadistes violents transnationaux. Certains de ces groupes, parmi les plus organisés, étaient actifs notamment en Indonésie, en Malaisie et aux Philippines.

Cinq opérations de paix multilatérales étaient actives, tout comme en 2019.

Afghanistan

La guerre en Afghanistan est restée la plus meurtrière au monde, avec près de 21 000 morts (-50 % par rapport à 2019). L'heure était à l'optimisme après un accord de paix conditionnel entre les talibans et les États-Unis en février 2020 et le début des pourparlers de paix intra-afghans en septembre 2020. Cependant, à la fin de l'année, les pourparlers avaient échoué, la violence

CONFLIT ARMÉ AU CACHEMIRE

Le conflit territorial indo-pakistanaïse autour du Cachemire est largement revenu au statu quo, avec de faibles niveaux de violence armée : des échanges réguliers de tirs d'artillerie et d'autres affrontements ont eu lieu entre forces indiennes et pakistanaïses sur la ligne de contrôle, ainsi que des attaques de militants et des opérations anti-insurrectionnelles indiennes au Jammu-et-Cachemire. En revanche, en juin 2020, dans la région contestée du Ladakh (est du Cachemire), les tensions entre la Chine et l'Inde sont devenues meurtrières pour la première fois depuis plus de 50 ans. Une violente confrontation, apparemment sans armes à feu, a entraîné la mort d'au moins 20 soldats indiens et d'un nombre inconnu de soldats chinois.

se poursuivait et l'avenir du processus de paix était incertain.

Myanmar

Au Myanmar, le processus de paix en cours a peu progressé, sur fond de violence persistante, notamment dans l'État de Rakhine. Toutefois, le Japon a obtenu une percée diplomatique entre l'armée arakanaise et celle du Myanmar en novembre 2020, comprenant un cessez-le-feu *de facto*. Cet accord a créé un espace vital pour le dialogue et permis le retour de plusieurs milliers de personnes déplacées. Néanmoins, fin 2020, les perspectives du processus de paix plus large et du retour volontaire de près d'un million de Rohingyas déplacés de force en 2017 restaient incertaines, malgré la détérioration des conditions humanitaires dans les camps de réfugiés au Bangladesh. ●



5. CONFLITS ARMÉS ET PROCESSUS DE PAIX EN EUROPE

L'Europe connaît deux conflits armés actifs : le conflit frontalier interétatique entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan pour le contrôle du Haut-Karabakh, qui a dégénéré en un conflit de haute intensité ; et le conflit armé infranational internationalisé de faible intensité en Ukraine. Ailleurs en Europe, les tensions ont persisté dans des conflits largement inactifs mais non résolus dans l'espace post-soviétique, les Balkans occidentaux et Chypre. Des tensions persistent aussi entre la Russie et de grandes parties du reste de l'Europe, sur des questions aussi diverses que les cyberattaques, l'Ukraine, la réponse à la Covid-19 et l'empoisonnement du chef de l'opposition russe Alexei Navalny. Sans oublier l'immigration clandestine et le terrorisme, liés à des problèmes de sécurité graves et complexes dans le voisinage méridional de l'Europe et au-delà.

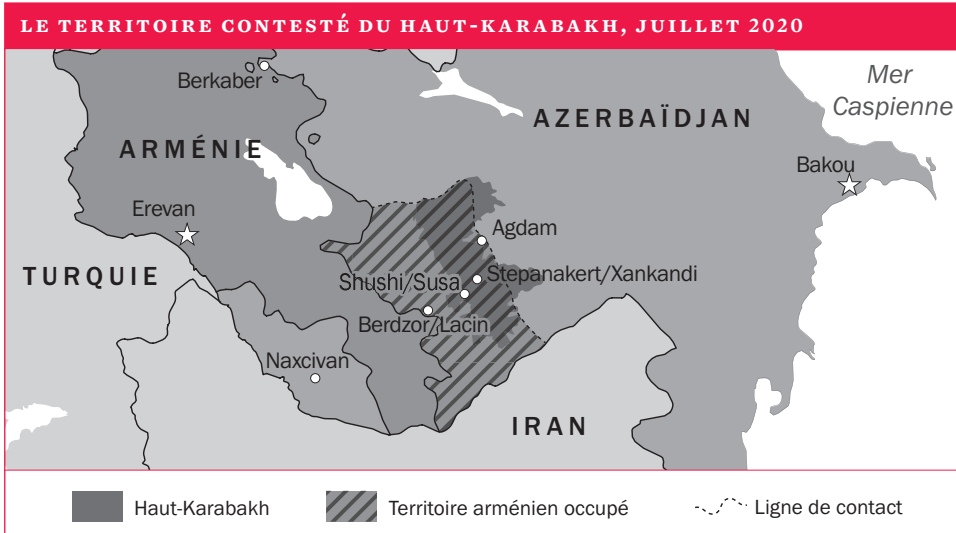
À ces tensions s'ajoutent trois autres niveaux de complexité : (a) la pandémie de

Covid-19 ; (b) les manifestations politiques en Biélorussie sur fond d'élection présidentielle contestée en août ; et (c) les tensions accrues en Méditerranée orientale, en Grèce et en Turquie, impliquant également plusieurs autres pays. Sur une note plus prometteuse, une modeste détente entre le Kosovo et la Serbie a été obtenue grâce à la médiation des États-Unis en septembre.

Tout comme en 2019, 18 opérations de paix multilatérales étaient actives en Europe.

Conflit armé entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan

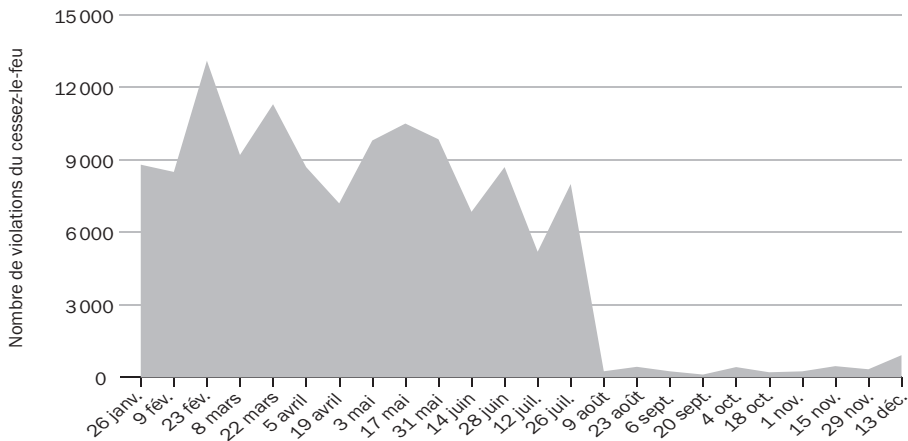
Les six semaines de conflit armé entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan constituent la période de combats la plus intense depuis la guerre du Haut-Karabakh de 1988-94. L'Azerbaïdjan a planifié et lancé l'offensive, après avoir renforcé sa capacité militaire pendant plusieurs années. L'Azerbaïdjan aurait bénéficié du soutien militaire et politique de la Turquie et de drones armés achetés à Israël et à la Turquie. Ces facteurs



Note : Les frontières indiquées ne sont pas nécessairement approuvées par le SIPRI.



VIOLATIONS DU CESSER-LE-FEU EN UKRAINE, DU 13 JANV. AU 13 DÉC. 2020



semblent avoir été déterminants pour le succès militaire du pays, qui a repris le contrôle d'environ un tiers du Haut-Karabakh et de la plupart des territoires adjacents à la fin des combats. On estime à environ 6 700 les victimes militaires et civiles.

Un cessez-le-feu négocié par la Russie en novembre a mis fin aux combats et, fin 2020, les forces de maintien de la paix russes aidaient les deux parties à maintenir une trêve précaire. Plusieurs questions clés doivent toutefois être clarifiées, comme le statut et la gouvernance futurs du Haut-Karabakh, la conciliation de revendications potentiellement concurrentes des déplacés rapatriés, le rôle de la Turquie dans la mise en œuvre de l'accord et l'avenir du processus de Minsk de l'OSCE. Une nouvelle impasse semble désormais probable, bien que dans des conditions différentes de la précédente.

Ukraine

L'Ukraine est le centre du principal conflit territorial européen depuis 2014. En 2020,

les désaccords fondamentaux entre les parties sont demeurés irrésolus concernant la nature du conflit et leur implication dans celui-ci, ainsi que la mise en œuvre des accords existants. Dès juillet, en vertu d'un nouvel accord de cessez-le-feu, les niveaux de violations de cessez-le-feu ont été beaucoup plus faibles. Cependant, plus de 20 tentatives de cessez-le-feu ont émaillé les 6 années de conflit, et il est difficile de prédire le succès ou la durée de ce celui-ci. On estime à 109 le nombre de décès liés au conflit en 2020 (contre 403 en 2019 et 893 en 2018). Vu la situation en Ukraine fin 2020, tout porte à croire qu'il s'agira d'un autre conflit persistant non résolu en Europe. ●



6. CONFLITS ARMÉS ET PROCESSUS DE PAIX AU MOYEN-ORIENT ET EN AFRIQUE DU NORD

Tout comme en 2017-19, sept États ont connu des conflits armés actifs au Moyen-Orient et en Afrique du Nord (MENA) : Irak, Libye, Syrie (guerres civiles internationalisées), Égypte (conflit armé infranational de faible intensité), Israël (conflit armé extra-étatique de faible intensité), Turquie (conflit armé extra-étatique et infranational de faible intensité) et Yémen (guerre civile internationalisée majeure). Tous ont fait moins de victimes qu'en 2019, et le nombre total de décès liés aux conflits dans la région a diminué de près de 70 % depuis 2017. En Syrie, les décès sont passés sous la barre des 10 000 en 2020, et la guerre au Yémen est donc restée le seul conflit armé majeur de la région. Nombre de ces conflits étaient interconnectés et impliquaient des puissances régionales et internationales, ainsi que de nombreux acteurs non étatiques.

Un cessez-le-feu dans la province d'Idlib en Syrie en mars, et un autre, national, en Libye, convenu en octobre, permettent d'espérer que ces deux conflits connaissent bientôt une forme de résolution. Au Yémen, la mise en œuvre de l'accord de Stockholm de 2018 stagne.

La Covid-19 semble avoir eu peu d'impact sur les conflits armés de la région, bien qu'elle ait clairement compliqué les défis humanitaires existants. Des manifestations antigouvernementales ont eu lieu dans toute la région, avec des manifestations de masse en Algérie, en Irak et au Liban, et des manifestations sporadiques en Égypte, Iran, Israël, Jordanie, au Maroc, dans les territoires palestiniens et en Tunisie. Les tensions entre l'Irak et les États-Unis ont à nouveau menacé de dégénérer en un conflit militaire interétatique plus grave.

CONFLIT ISRAËLO-PALESTINIEN

Le nombre de victimes de ce conflit atteint son niveau le plus bas de la dernière décennie. Un nouveau « plan de paix » américain, la menace d'annexion de certaines parties de la Cisjordanie et une série d'accords de normalisation entre Israël et quatre États (Bahreïn, Maroc, Soudan et Émirats arabes unis) ont été les principaux événements de l'année. Les coûts économiques et humanitaires de l'occupation israélienne pour le peuple palestinien sont restés élevés, et les perspectives de résolution du conflit israélo-palestinien semblent toujours aussi minces.

Tout comme en 2019, la région MENA a compté 14 opérations de paix multilatérales (OPM) en 2020.

Conflits armés complexes et imbriqués en Irak, Syrie et Turquie

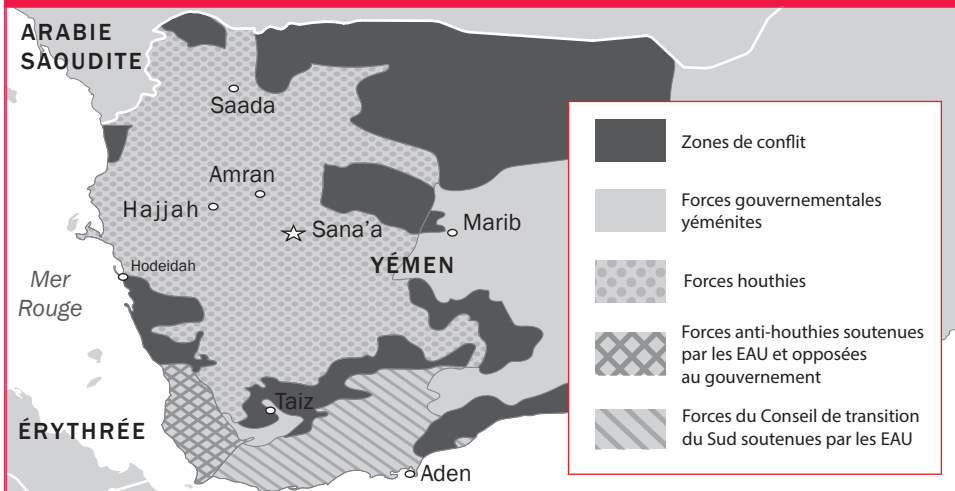
En 2020, le gouvernement de Bachar el-Assad a consolidé son emprise en Syrie, l'opposition armée se concentrant sur deux zones : la province d'Idlib (nord-ouest), et les régions du nord-est en partie contrôlées par les Kurdes. Le cessez-le-feu conclu en mars à Idlib a entraîné une nouvelle réduction des hostilités à grande échelle.

L'Irak sortant est resté un État post-conflit fragile, avec des institutions faibles et des protestations croissantes. L'Iran continue d'y exercer une influence (ainsi qu'en Syrie) et ses tensions avec les États-Unis s'y répercutent également. La Turquie a intensifié ses opérations militaires dans le nord de l'Irak, et le conflit armé dans le sud-est de la Turquie se poursuit.

Négociatrices de la trêve d'Idlib, la Russie et la Turquie renforcent leur rôle d'intermédiaires clés du pouvoir en Syrie, tandis que l'influence des États s'estompe.



ZONES DE CONTRÔLE ET DE CONFLIT AU YÉMEN, MAI 2020



EAU = Émirats arabes unis.

Note : Les frontières indiquées ne sont pas nécessairement approuvées par le SIPRI.

Afrique du Nord et conflit armé en Libye

Plusieurs crises convergentes en Afrique du Nord affectent la stabilité des États voisins de la Méditerranée orientale et de l'Afrique subsaharienne. Le conflit territorial qui oppose depuis 40 ans le Maroc et le Front Polisario au sujet de la République arabe sahraouie démocratique (Sahara occidental) a de nouveau éclaté vers la fin de l'année, tandis que l'insurrection égyptienne de faible intensité dans le Sinaï s'est poursuivie en 2020, sans perspective de fin ou d'issue décisive.

Yémen

Malgré les tentatives de médiation de l'ONU, la guerre civile au Yémen s'est poursuivie en 2020, aggravant l'une des pires crises humanitaires au monde. Un groupe d'experts de l'ONU a conclu que le schéma des conflits armés en 2020 s'était principalement déplacé vers des facteurs économiques, et en octobre, les Nations unies ont averti que le pays était au bord d'une crise de

sécurité alimentaire catastrophique. Fin 2020, les Houthis continuaient de dominer le paysage politique, économique et militaire yéménite, contrôlant un tiers du territoire du pays et deux tiers de la population. La perspective d'un règlement politique durable est faible, car il est peu probable que les Houthis cessent les combats tant qu'ils ne contrôleront pas totalement Marib, Hodeidah et Taiz. ●



7. CONFLITS ARMÉS ET PROCESSUS DE PAIX EN AFRIQUE SUBSAHARIENNE

Au moins 20 États (sur un total de 49) connaissent des conflits armés actifs en Afrique subsaharienne : Angola, Burkina Faso, Burundi, Cameroun, RCA, Tchad, Côte d'Ivoire, RDC, Éthiopie, Guinée, Kenya, Madagascar, Mali, Mozambique, Niger, Nigeria, Somalie, Soudan du Sud, Soudan et Ouganda. Dix de ces conflits armés étaient subnationaux de faible intensité, et dix autres, de haute intensité (Nigeria, RDC, Éthiopie, Somalie, Mali, Sud-Soudan, Burkina Faso, Mozambique, Cameroun et Niger). À l'exception de la RCA et de la Somalie, les estimations du nombre de décès liés aux 18 autres conflits armés étaient plus élevées qu'en 2019. L'augmentation régionale totale était d'environ 41 %, soit le plus grand nombre de décès liés aux conflits au monde.

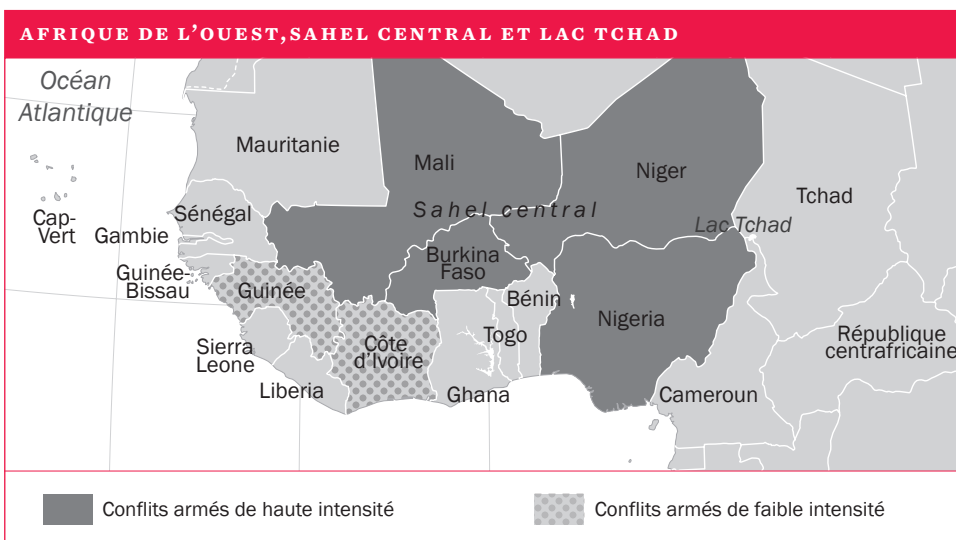
Presque tous les conflits armés se sont internationalisés, notamment du fait

d'acteurs étatiques et des activités transnationales de groupes islamistes violents, d'autres groupes armés et de réseaux criminels. La dynamique des conflits et les tensions ethniques et religieuses s'expliquent souvent par un État faible, la corruption, l'inefficacité des services, la course aux ressources naturelles, les inégalités et le sentiment de marginalisation. Les dilemmes sécuritaires sont également dus à la violence électorale et à l'impact croissant de la pandémie, ainsi qu'à l'insécurité de l'accès à l'eau et à l'impact du changement climatique.

Seul un processus de paix au Soudan a substantiellement progressé en 2020. La région comptait 22 opérations de paix multilatérales actives en 2020, soit deux de plus qu'en 2019.

Afrique de l'Ouest

La sécurité s'est rapidement détériorée dans cette région, les groupes religieux armés transnationaux armés ayant étendu leur emprise. La prolifération des milices



Note : Les frontières indiquées ne sont pas nécessairement approuvées par le SIPRI.



communautaires a exacerbé les conflits. Les conflits armés au Burkina Faso, Mali et Niger se sont aggravés, notamment dans la région tri-frontalière du Liptako-Gourma. La force opérationnelle européenne Takuba dirigée par la France s'ajoute aux opérations extérieures nationales et multilatérales de lutte contre le terrorisme déjà présentes dans les régions du Sahel et du lac Tchad, en plus des OPM onusiennes. Les conflits armés au Tchad et au Nigeria se sont également aggravés sur fond d'instabilité croissante dans la région du lac Tchad.

Afrique centrale

L'est de la RDC a connu une forte recrudescence de la violence, des groupes armés externes et congolais s'étant engagés dans des conflits armés avec le gouvernement. Cette situation s'est accompagnée d'une résurgence de la violence intercommunautaire, en grande partie motivée par la course aux ressources, la corruption et la faible gouvernance. Sans lien entre elles, l'insurrection séparatiste anglophone et celle de Boko Haram au Cameroun se sont également aggravées en 2020.

Afrique de l'Est

Le nombre estimé de décès liés aux conflits dans cette région est passé de 25 600 en 2019 à près de 36 000 en 2020 en raison de la détérioration de la sécurité en Éthiopie, au Mozambique et au Soudan du Sud, ainsi que de violences continues à grande échelle en Somalie. Six des neuf pays d'Afrique de l'Est impliqués dans des conflits armés sont situés dans la Corne de l'Afrique, une région qui comprend certains des États les plus fragiles du monde. Les différends interéтниques autour des ressources se sont poursuivis en 2020. En particulier le conflit

LE CONFLIT DU TIGRÉ

En novembre, un nouveau conflit armé a éclaté dans cette région du nord de l'Éthiopie, entre les forces du gouvernement fédéral et le Front de libération du peuple du Tigré, faisant des milliers de morts et plus de 46 000 réfugiés vers l'est du Soudan. L'insécurité a augmenté dans de nombreuses autres régions en proie à des conflits armés et des niveaux élevés de violence interethnique.

entre l'Égypte, l'Éthiopie et le Soudan pour l'accès aux eaux du Nil oriental, est resté dans l'impasse.

L'insurrection islamiste dans la province de Cabo Delgado, dans le nord du Mozambique, s'est intensifiée. En raison de l'augmentation de la violence contre les civils, le nombre de déplacés internes a plus que quadruplé pour dépasser les 500 000. En Somalie, le groupe islamiste armé al-Shabab est resté une menace majeure malgré la présence continue d'une opération de paix dirigée par l'Union africaine et les frappes aériennes ciblées des États-Unis.

Au Soudan du Sud, les violences intercommunautaires ont fortement augmenté et l'accord de paix de 2018 tarde à être mis en œuvre, ce qui ajoute à l'insécurité.

Au Soudan, les progrès du processus de paix se sont accélérés, et d'important nouveaux accords ont été conclus avec les principaux groupes armés. Ceux-ci ont abouti à la signature par le gouvernement soudanais et les représentants de plusieurs groupes armés de l'accord de paix de Juba le 3 octobre 2020. ●



8. DÉPENSES MILITAIRES

Les dépenses militaires mondiales sont estimées à 1981 milliards USD en 2020. Au total, elles étaient supérieures de 2,6 % à celles de 2019 et de 9,3 % à celles de 2011. Le fardeau militaire mondial – dépenses militaires en pourcentage du PIB – a augmenté de 0,2 point de pourcentage en 2020, pour atteindre 2,4 %. C'est la plus forte augmentation du fardeau militaire depuis la crise financière et économique mondiale de 2009.

Les dépenses militaires ont augmenté dans quatre des cinq régions du monde : de 5,1 % en Afrique, de 4 % en Europe, de 3,9 % dans les Amériques et de 2,5 % en Asie et Océanie. Pour la sixième année consécutive, le SIPRI ne peut fournir d'estimation des dépenses totales au Moyen-Orient.

L'impact de la Covid-19

Si l'impact de la pandémie de Covid-19 sur les dépenses militaires se précisera dans les années à venir, quatre observations générales se vérifient déjà en 2020. 1) Plusieurs pays comme l'Angola, le Brésil, le Chili, le Koweït, la Russie et la Corée du Sud ont réduit ou détourné leurs dépenses militaires pour faire face à la pandémie. 2) La Hongrie a au contraire augmenté ses dépenses militaires dans le cadre d'un plan de relance financière en réaction à la pandémie. L'argument de la reprise économique est susceptible d'être avancé par davantage de pays. 3) Le fardeau militaire d'une majorité d'États a augmenté en 2020. 4) La plupart des pays ont utilisé des moyens militaires, en particulier du personnel, pour renforcer leur dispositif de lutte contre l'épidémie.

DÉPENSES MILITAIRES MONDIALES, 2020

Région	Dépenses (milliards USD)	Évolution (%)
Afrique	(43,2)	5,1
Afrique du Nord	(24,7)	6,4
Afrique subsaharienne	18,5	3,4
Amériques	853	3,9
Amérique centrale et Caraïbes	8,6	-0,2
Amérique du Nord	801	4,3
Amérique du Sud	43,5	-2,1
Asie et Océanie	528	2,5
Asie centrale	1,9	-8,4
Asie de l'Est	359	2,3
Océanie	30,7	5,6
Asie du Sud	90,1	1,3
Asie du Sud-Est	45,5	5,2
Europe	378	4,0
Europe centrale	33,6	6,0
Europe orientale	71,7	3,4
Europe occidentale	273	3,9
Moyen-Orient
Total mondial	1 981	2,6

() = estimation incertaine ; .. = données non disponibles.

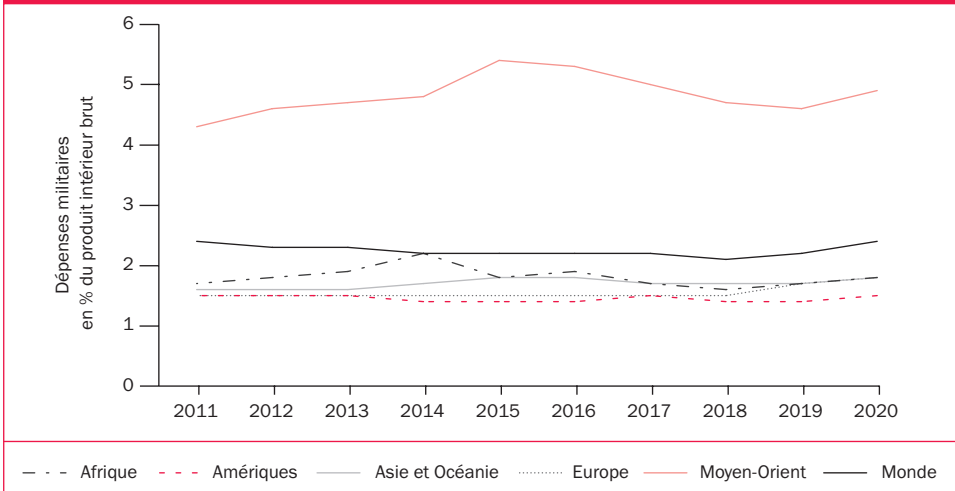
Les chiffres des dépenses sont exprimés en USD courants (2019). Tous les changements sont en termes réels pour la période 2019-20.

Les plus grands dépensiers militaires en 2020

La hausse des dépenses totales en 2020 dépend largement de celle des États-Unis et de la Chine. Les États-Unis ont augmenté leurs dépenses militaires pour la 3e année consécutive pour atteindre 778 milliards USD en 2020 (+ 4,4 % depuis 2019 mais - 10 % depuis 2011). Les postes budgétaires concernés sont la R&D, la mise à niveau de l'arsenal nucléaire et les acquisitions d'armes à grande échelle. Les dépenses militaires de la Chine sont estimées à 252 milliards USD (+ 1,9 % depuis 2019 et + 76 % depuis 2011). Elles représentent



FARDEAU MILITAIRE, PAR RÉGION, 2011-20



la plus longue période d'augmentations ininterrompues (26 années consécutives) par un pays dans la base de données du SIPRI sur les dépenses militaires. L'économie chinoise ayant réussi à rebondir assez rapidement après les restrictions liées à la pandémie, le pays est probablement l'un des rares à pouvoir financer une augmentation continue des dépenses militaires sans augmentation de son fardeau militaire.

À 72,9 milliards USD (+2,1 %), les dépenses militaires de l'Inde se classent au 3e rang mondial. Les dépenses militaires totales de la Russie se sont élevées à 61,7 milliards USD (+ 2,5 %), soit 6,6 % de moins que le budget initial pour 2020, ce qui reflète les conséquences économiques considérables de la Covid-19. Un manque à gagner d'environ 1 milliard USD était probablement lié au programme d'armement de l'État. Le 5e pays le plus dépensier, le Royaume-Uni, a augmenté ses dépenses militaires de 2,9 % en 2020. Il s'agit du 2e taux de croissance annuel le plus élevé de ce pays en 2011-20, une décennie caractérisée jusqu'en 2017 par des réductions des dépenses militaires.

Transparence des dépenses militaires

Le suivi des dépenses militaires des pays exige de la transparence. La plupart des gouvernements fournissent des données dans les rapports officiels. Cependant, l'information est parfois difficile d'accès et les rapports figurant dans les publications gouvernementales varient considérablement. La transparence dépend notamment de la qualité des institutions démocratiques. En Asie du Sud-Est, par exemple, les indicateurs – accessibilité, disponibilité, classification, exhaustivité, désagrégation et stade du processus budgétaire auquel les rapports sont établis – montrent que la transparence globale des rapports gouvernementaux sur les dépenses militaires est assez bonne. Cinq pays (Indonésie, Malaisie, Philippines, Thaïlande et Timor-Leste) sont transparents, trois (Cambodge, Myanmar et Singapour) ont une transparence Partiel, et seuls le Brunei Darussalam, le Laos et le Vietnam sont considérés comme peu voire pas du tout transparents. ●



9. TRANSFERTS INTERNATIONAUX ET ÉVOLUTION DE LA PRODUCTION D'ARMES

Le volume des transferts internationaux d'armes majeures en 2016-20 était pratiquement le même qu'en 2011-15 et est resté à son niveau le plus élevé depuis la fin de la Guerre froide. Toutefois, en 2016-20, il était encore inférieur de 35 % au pic atteint en 1981-85, au plus fort de la Guerre froide. Dans l'ensemble, la pandémie de Covid-19 et la crise économique qui en a résulté semblent avoir eu peu d'effet sur les livraisons d'armes ou sur les nouvelles commandes d'armes majeures en 2020.

Fournisseurs d'armes majeures

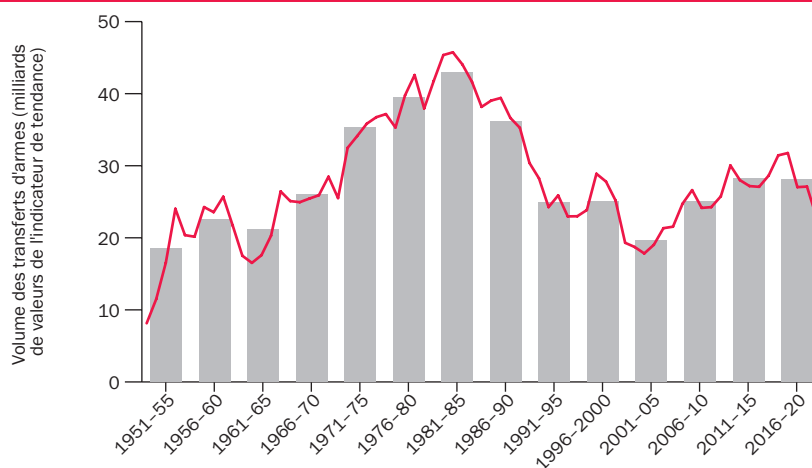
Les 5 principaux fournisseurs en 2016-20 – États-Unis, Russie, France, Allemagne et Chine – ont représenté 76 % du volume total des exportations d'armes majeures. Depuis 1950, les États-Unis et la Russie (l'Union soviétique avant 1992) ont toujours été de loin les plus gros fournisseurs. En 2016-20,

les exportations d'armes américaines représentaient 37 % du total mondial, de 15 % plus élevées qu'en 2011-15 et près de la moitié (47 %) était destinée au Moyen-Orient. En revanche, les exportations d'armes de la Russie ont diminué de 22 % et sa part du total mondial est passée de 26 % en 2011-15 à 20 % en 2016-20.

Les exportations d'armes de la France (+ 44 %) et de l'Allemagne (+ 21 %) ont augmenté entre 2011-15 et 2016-20. Celles de la Chine ont diminué de 7,8 %.

Bon nombre des 65 États identifiés par le SIPRI comme exportateurs d'armes majeures en 2016-20 ne fournissent que de faibles volumes d'armes, les 25 premiers ayant représenté 99 % du total des exportations mondiales. Les États d'Amérique du Nord (Canada et États-Unis) et d'Europe (y compris la Russie) ont représenté 86 % de toutes les exportations d'armes. Les 3 principaux fournisseurs hors Europe et Amérique du Nord étaient la Chine (5,2 % du total), Israël (3,0 %) et la Corée du Sud (2,7 %).

ÉVOLUTION DES TRANSFERTS D'ARMES PRINCIPALES, 1950-2020



Note : Le graphique à barres indique le volume moyen des transferts d'armes pour des périodes de 5 ans et le graphique linéaire, les totaux annuels.



LES PRINCIPAUX EXPORTATEURS ET IMPORTATEURS D'ARMES MAJEURES, 2016-20

Export-ateur	Part mondiale (%)	Import-ateur	Part mondiale (%)
1 États-Unis	37	1 Arabie saoudite	11
2 Russie	20	2 Inde	9,5
3 France	8,2	3 Égypte	5,8
4 Allemagne	5,5	4 Australie	5,1
5 Chine	5,2	5 Chine	4,7
6 Royaume-Uni	3,3	6 Algérie	4,3
7 Espagne	3,2	7 Corée du Sud	4,3
8 Israël	3,0	8 Qatar	3,8
9 Corée du Sud	2,7	9 EAU	3,0
10 Italie	2,2	10 Pakistan	2,7

EAU = Émirats arabes unis.

Importateurs d'armes majeures

Le SIPRI a identifié 164 États comme importateurs d'armes majeures en 2016-20. Les 5 principaux étaient l'Arabie saoudite, l'Inde, l'Égypte, l'Australie et la Chine, totalisant ensemble 36 % des importations totales d'armes. La région qui a reçu le plus grand volume d'armes en 2016-20 était l'Asie et Océanie (42 % du total mondial), suivie du Moyen-Orient (33 %). Les flux d'armes vers deux régions ont augmenté entre 2011-15 et 2016-20 : le Moyen-Orient (de 25 %) et l'Europe (de 12 %). En parallèle, les flux vers les trois autres régions ont diminué : l'Afrique (de 13 %), les Amériques (de 43 %) et l'Asie et Océanie (de 8,3 %).

Valeur financière des exportations d'armes par les États

Les données du SIPRI sur les transferts d'armes ne représentent pas leur valeur financière, mais de nombreux États publient des chiffres sur la valeur financière de leurs exportations. Sur cette base, le SIPRI estime la valeur totale du commerce

IMPORTATIONS D'ARMES MAJEURES, PAR RÉGION

Région bénéficiaire	Part mondiale (%) 2016-20	Variation (%) du volume des importations de 2011-15 à 2016-20
Afrique	7,3	-13
Amériques	5,4	-43
Asie et Océanie	42	-8,3
Europe	12	12
Moyen-Orient	33	25

mondial des armes à au moins 118 milliards USD en 2019*.

Production d'armes et services militaires

Les ventes d'armes des 25 plus grandes entreprises de production d'armes et de services militaires du monde ont totalisé 361 milliards USD en 2019* (+ 8,5 % par rapport à 2018). En 2019, le classement du SIPRI inclut pour la 1re fois les données d'entreprises d'armement chinoises. Les 25 premières entreprises sont concentrées en Amérique du Nord (12) et en Europe (8). Le classement comprend également 4 entreprises chinoises et 1 émiratie. Celles du top 5 sont toutes basées aux États-Unis.

Pour la première fois, le SIPRI a cartographié l'industrie de l'armement, en particulier les 15 plus grandes entreprises en 2019. L'ensemble de données compte 400 entités étrangères, définies comme succursales, filiales et coentreprises enregistrées dans un pays autre que celui du siège de la société mère. Tenant compte de ces entités étrangères, la portée des 15 plus grandes entreprises d'armement du monde s'étend sur au moins 49 pays différents. ●

* Dernière année pour laquelle des données sont disponibles.



10. FORCES NUCLÉAIRES MONDIALES

Début 2021, 9 États – États-Unis, Russie, Royaume-Uni, France, Chine, Inde, Pakistan, Israël et Corée du Nord) – possédaient environ 13 080 armes nucléaires, dont 3 825 étaient déployées avec des forces opérationnelles. Environ 2 000 d’entre elles sont maintenues en état d’alerte opérationnelle élevée.

Arsenaux nucléaires

Les stocks d’ogives diminuent globalement, principalement en raison du démantèlement des ogives américaines et russes retirées du service. Mais le nombre d’ogives opérationnelles pourrait à nouveau augmenter, car les États-Unis et la Russie ont mis en œuvre de vastes et coûteux programmes de remplacement et de modernisation de leurs ogives, systèmes de lancement de missiles et d’avions et installations de production d’armes nucléaires. Les États-Unis ont déployé de nouvelles ogives à faible rendement sur leurs sous-marins nucléaires lan-

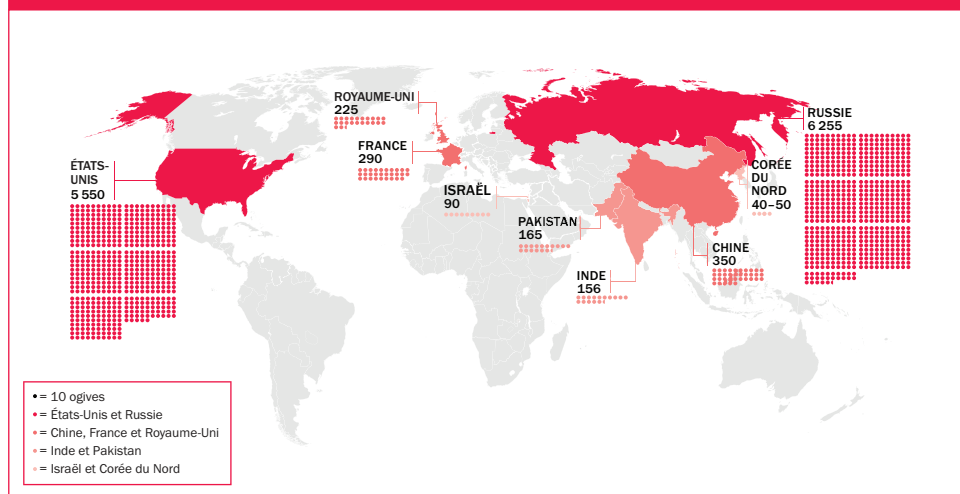
ceurs d’engins (SNLE) et avancé dans la mise en service d’un nouveau missile de croisière à lanceur d’engins (SLCM). La Russie a ajouté un quatrième SNLE de la classe Borei à sa flotte et augmenté le nombre de ses missiles balistiques intercontinentaux Yars et Avangard, de ses SLCM Kalibr d’attaque terrestre et de ses missiles à courte portée Iskander.

Les autres États dotés de l’arme nucléaire ont des arsenaux considérablement plus petits, mais tous développent ou déploient de nouveaux systèmes d’armes ou ont annoncé leur intention de le faire. La Chine modernise et étend considérablement son arsenal. L’Inde et le Pakistan semblent également renforcer leurs stocks. La Corée du Nord renforce son programme nucléaire militaire, élément central de sa stratégie de sécurité nationale, bien qu’en 2020, elle n’ait procédé à aucun essai d’armes nucléaires ou de vecteurs de missiles balistiques à longue portée.

Faibles niveaux de transparence

La disponibilité d’informations fiables sur l’état des arsenaux et des capacités

INVENTAIRES MONDIAUX D’ARMES NUCLÉAIRES, JANVIER 2021



Note : Les frontières indiquées ne sont pas nécessairement approuvées par le SIPRI.



STOCKS MONDIAUX DE MATIÈRES FISSILES, 2020

La matière première des armes nucléaires est la matière fissile : uranium hautement enrichi (UHE) ou plutonium séparé. La Chine, la France, la Russie, le Royaume-Uni et les États-Unis ont produit les deux pour leurs armes nucléaires ; l'Inde et Israël, principalement de l'UHE mais augmente sa capacité à produire du plutonium. La Corée du Nord a produit du plutonium, mais on pense qu'elle produit également de l'UHE. Tous les États dotés d'une industrie nucléaire civile sont capables de produire des matières fissiles.

Le Groupe international sur les matières fissiles compile des informations sur les stocks mondiaux.

Stocks mondiaux 2020

Uranium hautement enrichi	~1 330 tonnes
Plutonium séparé	
Stocks militaires	~220 tonnes
Stocks civils	~320 tonnes

nucléaires des États dotés varie considérablement. Les États-Unis avaient divulgué des informations importantes sur leur stock et leurs capacités nucléaires, mais en 2020 – comme en 2019 – l'administration Trump a refusé de divulguer la taille du stock américain. Le Royaume-Uni et la France ont également déclaré certaines informations. La Russie refuse de divulguer publiquement la répartition détaillée de ses forces comptabilisées dans le cadre du traité russo-américain de 2010 New START, même si elle partage ces informations avec les États-Unis. La Chine affiche publiquement ses forces nucléaires plus fréquemment que par le passé, mais publie peu en termes de nombres et de plans d'avenir. L'Inde et le Pakistan font des déclarations sur certains de leurs essais de missiles, mais pas sur le statut ou la taille de leurs arsenaux. La

FORCES NUCLÉAIRES MONDIALES, JANVIER 2021

Pays	Ogives déployées	Autres ogives	Stock total
États-Unis	1 800	3 750	5 550
Russie	1 625	4 630	6 375
Royaume-Uni	120	105	225
France	280	10	290
Chine	–	350	350
Inde	–	156	156
Pakistan	–	165	165
Israël	–	90	90
Corée du Nord	–	[40–50]	[40–50]
Total*	3 825	9 255	13 080

– = valeur nulle ou négligeable ; [] = chiffre incertain non inclus dans le total.

* Les totaux sont arrondis à 5 ogives près.

Notes : Les « autres ogives » sont les opérationnelles stockées et les retirées en attente de démantèlement.

Les chiffres russes et américains ne correspondent pas nécessairement aux déclarations faites en vertu du Traité New Start de 2010 en raison des règles de comptage du traité.

Les estimations sont approximatives. Le SIPRI révisé chaque année ses données en fonction de nouvelles informations et mises à jour des évaluations précédentes.

Corée du Nord a reconnu avoir procédé à des essais d'armes nucléaires et de missiles, mais ne fournit aucune information sur la taille de son arsenal nucléaire. Israël a depuis longtemps pour politique de ne pas faire de commentaires sur son arsenal nucléaire. ●



11. DÉSARMEMENT NUCLÉAIRE, MAÎTRISE DES ARMEMENTS ET NON-PROLIFÉRATION

Entrée en vigueur du traité sur l'interdiction des armes nucléaires

Si 2020 a été une année difficile pour le contrôle et la non-prolifération des armes nucléaires, une étape cruciale a été franchie dans l'élaboration de normes internationales en la matière : le 24 octobre 2020, le Honduras a été le 50e État à ratifier le traité d'interdiction des armes nucléaires (TIAN) ou à y adhérer, déclenchant son entrée en vigueur 90 jours plus tard. Le TIAN est le premier traité à établir une interdiction complète des armes nucléaires, y compris leur développement, leur déploiement, leur possession, leur utilisation et leur menace d'utilisation. Cette interdiction a toutefois mis en évidence la tension entre le désarmement nucléaire et la dissuasion nucléaire : si la société civile et de nombreux États non dotés ont salué l'entrée en vigueur du traité, les États dotés (Chine, États-Unis, France, Royaume-Uni et Russie) et leurs alliés y ont vu une atteinte à l'ordre nucléaire existant fondé sur le traité de 1968 sur la non-prolifération des armes nucléaires (TNP).

La pandémie de Covid-19 a entraîné le report de la 10e conférence d'examen du TNP. Celle-ci aurait marqué le 50e anniversaire de l'entrée en vigueur du TNP, en 1970, et le 25e anniversaire de sa prorogation indéfinie, en 1995. Nombreux se sont félicités de ce report, car la conférence semblait vouée à l'échec dans un contexte politique principalement marqué par l'incapacité de longue date à progresser en matière de désarmement nucléaire.

Contrôle des armes nucléaires russo-américain

Les négociations russo-américaines sur le contrôle bilatéral des armes nucléaires ont peu progressé, une impasse diplomatique qui dure depuis plus d'une décennie. Les relations politiques et sécuritaires générales entre la Russie et l'Occident se détériorent et l'évolution de la technologie militaire complique également la dynamique. Malgré leurs efforts pour aborder les questions pertinentes dans le cadre du dialogue sur la sécurité stratégique, fin 2020, la Russie et les États-Unis n'avaient toujours pas convenu de prolonger leur dernier traité bilatéral de contrôle des armes nucléaires, le traité New START de 2010, qui devait expirer le 5 février 2021 et dont le sort est resté en suspens en raison des approches et des objectifs différents des deux parties : la Russie s'est attachée à préserver le traité, tandis que les États-Unis ont vainement cherché à convaincre la Chine d'adhérer à l'accord et de le rendre plus complet en termes d'armes couvertes et de mesures de vérification imposées.

L'Iran et le plan d'action global conjoint

L'incertitude règne aussi sur l'avenir du plan d'action global conjoint (JCPOA) de 2015, un accord entre l'Iran et six autres États participants, ainsi que l'Union européenne, visant à renforcer la confiance internationale quant à la nature exclusivement pacifique du programme nucléaire iranien en échange de la levée des sanctions. L'Iran est resté partie à l'accord, bien qu'il n'en respecte plus les dispositions clés, ses activités nucléaires en 2019 ayant commencé à en dépasser les limites, en réponse à la politique de « pression maximale » des États-Unis. Cette politique, après le retrait américain du JCPOA en 2018, comprenait



**NOMBRE TOTAL D'ARMES STRATÉGIQUES OFFENSIVES RUSSES ET AMÉRICAINES
DANS LE CADRE DE NEW START, AU 5 FÉV. 2011, 1ER MARS 2020 ET 1ER SEPT. 2020**

Catégorie de données	Limites du traité	Russie			États-Unis		
		Fév. 2011	Mars 2020	Sept. 2020	Fév. 2011	Mars 2020	Sept. 2020
Déploiement des ICBM, SLBM et bombardiers lourds	700	521	485	510	882	655	675
Ogives sur les ICBM, SLBM et bombardiers lourds déployés ^a	1 550	1 537	1 326	1 447	1 800	1 373 ^b	1 457
Lanceurs déployés et non déployés d'ICBM, SLBM et bombardiers lourds	800	865	754	764	1 124	800	800

ICBM = missile balistique intercontinental ; SLBM = missile balistique lancé par sous-marin.

Note : Le traité est entré en vigueur le 5 février 2011. Les limites du traité devaient être atteintes avant le 5 février 2018.

^a Chaque bombardier lourd est considéré comme transportant une seule ogive.

^b La première publication publique des données américaines agrégées indiquait 1 373. Les données publiées par la suite indiquaient 1 372.

des sanctions de plus en plus sévères contre l'Iran. L'Iran a réaffirmé qu'il reviendrait à une conformité totale dès que les autres participants feraient de même. Les perspectives de relance de cet accord en 2021 ont été améliorées par l'élection de Joe Biden fin 2020. Toutefois, les opportunités d'entente entre l'Iran et les États-Unis sur les conditions du retour à leurs engagements respectifs dans le cadre du JCPOA sont étroites.

Corée du Nord

Depuis la rupture de l'éphémère diplomatie nucléaire entre les États-Unis et la Corée du Nord en 2018-19, une impasse s'est installée durablement en 2020. En janvier, la Corée du Nord a annoncé qu'elle ne respecterait plus les moratoires unilatéraux déclarés en 2018 sur les explosions nucléaires expérimentales et les vols d'essai de missiles balistiques à longue portée. Si elle n'a procédé à aucun essai de ce type au cours de l'année, elle a poursuivi le développement de ses missiles balistiques à plus courte portée.

Controverses sur le Traité d'interdiction complète des essais nucléaires

Le contexte politique difficile pour la maîtrise des armements nucléaires a également concerné le traité d'interdiction complète des essais nucléaires (TICE) de 1996, censé interdire toute explosion nucléaire expérimentale dans tous les environnements. En 2020, des responsables américains auraient planifié une explosion nucléaire dite de démonstration, qui aurait été le premier essai nucléaire explosif américain depuis 1992. Fin 2020, toutefois, au vu des réactions politiques négatives, des changements politiques dus aux élections de novembre et de diverses difficultés techniques, cet essai semblait peu probable. Entre-temps, comme les années précédentes, les États-Unis ont soupçonné la Chine et la Russie de ne pas respecter leur moratoire unilatéral sur les essais. Les deux pays ont démenti ces affirmations, qui n'ont pas été étayées par des preuves accessibles au public. ●



12. MENACES CHIMIQUES ET BIOLOGIQUES

Évolution de la pandémie de Covid-19

La pandémie de Covid-19 a changé le monde d'une manière peu prévisible. Fin 2020, le monde enregistrait plus de 82 millions de cas et plus de 1,8 million de décès, les chiffres réels étant probablement plus élevés en raison de la faiblesse générale des données relatives à la maladie. Les répercussions socio-économiques mondiales ont atteint des niveaux sans précédent depuis la Seconde Guerre mondiale.

Selon l'état des connaissances fin 2020, on pensait généralement avoir affaire avec une épidémie naturelle, détectée pour la première fois à Wuhan, en Chine, le dernier jour de 2019, bien que l'on en sache très peu sur la manière, le lieu et le moment où il a commencé à circuler. Si la théorie du « débordement naturel » dominait, une théorie plus marginale soutenait que le virus pouvait provenir d'un incident de recherche. L'identification de la source de la maladie aurait dû être une question scientifique de routine, mais elle est devenue hautement politisée. La Chine, en particulier, s'est efforcée de contrôler le récit sur les origines de la pandémie. En mai 2020, l'OMS a été chargée de tenter d'établir l'origine du virus, et de diriger une mission internationale, déployée en Chine début 2021.

La pandémie et ses répercussions publiques et socio-économiques ont également révélé un problème qui se pose à tous les gouvernements : comment protéger les citoyens et préserver la sécurité – nationale et internationale – des menaces de biosécurité, et comment s'y préparer. L'éventail des menaces biologiques est complexe et évolutif, et comprend les épidémies naturelles, les conséquences d'accidents de laboratoire,

UTILISATION D'AGENTS NOVICHOK

En 2020, concernant les produits chimiques toxiques du groupe des agents neurotoxiques novichok, on souligne notamment l'entrée en vigueur des modifications techniques apportées au tableau 1 des produits chimiques de la CAC de 1993 et un nouveau cas d'utilisation présumée, à savoir l'empoisonnement du chef de l'opposition russe Alexei Navalny. L'OIAC a confirmé qu'un inhibiteur de la cholinestérase du groupe novichok avait été utilisé pour empoisonner Navalny, bien qu'il s'agisse d'un type d'agent ne figurant pas au tableau.

l'utilisation intentionnelle de la maladie comme arme et, comme l'a montré la pandémie, la guerre de l'information biologique.

Contrôle des armes biologiques

La pandémie a également fortement affecté le déroulement des principales activités de désarmement et de non-prolifération biologiques, comme le report à 2021 des réunions intersessions d'experts et de la réunion des États parties à la Convention sur les armes biologiques et à toxines (CABT). On soulignera néanmoins quelques activités et développements, comme le 45e anniversaire de l'entrée en vigueur de la CABT, un débat ouvert du Conseil de sécurité de l'ONU sur les pandémies et la sécurité en juillet, et un nouveau projet de résolution controversé de l'Assemblée générale de l'ONU sur le mécanisme du Secrétaire général (UNSGM) pour enquêter sur les allégations d'utilisation d'armes chimiques et biologiques.

Enquête sur les allégations d'utilisation d'armes chimiques

L'introduction de la résolution de l'UNSGM par la Russie allait de pair avec les tentatives de quelques autres acteurs – comme



des campagnes de désinformation – de saper l'autorité et le travail des équipes d'enquête de l'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques (OIAC) et de l'ONU. Par exemple, les enquêtes sur les armes chimiques syriennes qui se sont poursuivies en 2020 montrent que celles-ci deviennent plus litigieuses, complexes et importantes. Les divisions ont également marqué les réunions du Conseil de sécurité sur la Syrie et les armes chimiques en 2020.

Contrôle des armes chimiques et désarmement

La pandémie a entraîné le report des inspections du Secrétariat technique de l'OIAC tout au long de 2020. La 25e session de la Conférence des États parties à la Convention sur les armes chimiques (CAC) s'est déroulée dans un format adapté, une 2e partie étant prévue pour 2021. Les divisions politiques ont à nouveau marqué la CSP et les réunions du Conseil exécutif de l'OIAC, surtout concernant le projet de programme et de budget et les efforts de lutte contre la menace des produits chimiques agissant sur le système nerveux central.

Au 30 novembre 2020, 98,3 % des armes chimiques déclarées de catégorie 1 (basées sur des produits chimiques du tableau 1 de la CAC) avaient été détruites sous vérification internationale. Les États-Unis restent le seul État partie détenteur déclaré dont les armes chimiques doivent encore être détruites, mais ils devraient achever leurs activités de destruction dans les délais prescrits. ●

LA PANDÉMIE DE COVID-19 EN 2020, CHRONOLOGIE SÉLECTIVE

3 janv.	La Chine signale à l'OMS plus de 40 cas d'une pneumonie virale de cause inconnue, identifiée pour la 1re fois à Wuhan, en Chine, en décembre 2019.
9 janv.	La cause en est identifiée comme étant un nouveau coronavirus. Le 1er décès est signalé 2 jours plus tard.
23 janv.	Wuhan est en quarantaine.
30 janv.	L'OMS déclare le coronavirus urgence sanitaire publique de portée internationale.
11 fév.	L'OMS nomme la nouvelle souche de coronavirus Covid-19.
16 févr.	Une mission conjointe OMS-Chine est lancée pour évaluer la gravité de la maladie.
7-8 mars	Les cas confirmés de Covid-19 dépassent les 100 000 dans le monde ; l'Italie est le 1er pays à confiner ses citoyens.
11 mars	L'OMS déclare que la Covid-19 est une pandémie.
4 avril	Les cas confirmés dépassent le million dans le monde.
18-19 mai	L'OMS est chargée de tenter d'établir l'origine du virus.
30 juin	Au niveau mondial, les cas confirmés dépassent les 10 millions et les décès, les 500 000.
11 août	La Russie annonce qu'elle a approuvé le 1er vaccin Covid-19 au monde.
30 sept.	Le bilan mondial des décès Covid-19 dépasse le million.
5 nov.	Les termes de référence de l'étude de l'OMS sur les origines du SRAS-CoV-2 sont publiés.
8 nov.	Les cas confirmés dépassent les 50 millions dans le monde.
31 déc.	Les cas confirmés dépassent les 82 millions dans le monde, avec +/- 1,8 million de décès enregistrés.



13. MAÎTRISE DES ARMES CLASSIQUES ET DES NOUVELLES TECHNOLOGIES

Dans la maîtrise des armes classiques, les États suivent deux grandes approches : soit l'interdiction des armes considérées comme inhumaines ou indiscriminées, soit la réglementation de l'acquisition, de la production, du transfert et du commerce des armes, pour prévenir leur accumulation déstabilisatrice, le détournement ou le mauvais usage. La première catégorie comprend les Conventions sur certaines armes classiques, sur les mines antipersonnel et sur les armes à sous-munitions (CASM). La deuxième catégorie comprend le Traité sur le commerce des armes de 2013.

Certains types d'armes peuvent ne pas être couverts par un traité spécifique. Les États peuvent alors envisager un nouveau traité ou, comme pour les systèmes d'armes létales autonomes (SALA), l'extension d'un régime existant. Il existe aussi des approches alternatives moins formelles, comme dans le cas des armes explosives en zones peuplées (EWIPA). Dans les cas plus complexes, comme la réglementation du cyberspace ou des activités dans l'espace, l'approche la plus appropriée peut faire l'objet d'un débat intense.

En plus du contrôle des armes, la sécurité internationale peut être améliorée si les États renforcent la confiance mutuelle, par exemple par le biais de mécanismes multilatéraux de partage d'informations sur les achats d'armes ou les dépenses militaires. Toutefois, les instruments existants doivent urgemment être ravivés car la participation et l'utilité des données fournies sont faibles.

Mines antipersonnel et armes à sous-munitions

Les mines antipersonnel ne sont plus que rarement utilisées par les États mais l'utilisation d'engins explosifs improvisés activés par la victime (EEI) par les groupes armés non étatiques augmente. On recense au moins six États concernés entre mi-2019 et octobre 2020 : Afghanistan, Colombie, Inde, Libye, Myanmar et Pakistan. Depuis l'entrée en vigueur de la Convention sur les mines antipersonnel, 31 États parties ont entièrement déminé sur leur territoire. Le Chili et le Royaume-Uni ont fait de même en 2020.

La dernière utilisation d'armes à sous-munitions date d'octobre 2020 lors du conflit du Haut-Karabakh entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan (tous deux non-parties à la CASM). Des armes à sous-munitions ont également été utilisées en Syrie en 2019-20.

Armes explosives en zones peuplées

L'utilisation des EWIPA suscite une inquiétude croissante au niveau international. La Convention sur certaines armes classiques (CCAC) a peu progressé dans ce domaine ces dernières années faute de consensus et en raison de l'obstruction d'une poignée d'États. De plus 2020, la pandémie a empêché les réunions en face-à-face, entravant d'ailleurs toutes les discussions sur le contrôle des armes classiques. L'absence de progrès sur les EWIPA dans le cadre du régime de la CCAC a conduit certains États à explorer un processus distinct. Dirigé par l'Irlande, ce processus vise à élaborer une déclaration politique pour traiter le préjudice humanitaire découlant de l'utilisation des EWIPA. Les discussions ont été ralenties par la pandémie de Covid-19, mais de nouvelles consultations devraient aboutir à l'adoption d'une déclaration en 2021.



LE TRAITÉ DE 1992 « CIEL OUVERT »

En mai 2020, les États-Unis ont annoncé leur retrait officiel du traité Ciel ouvert, invoquant la non-adhésion de la Russie. Le traité a établi un régime de vols d'observation aérienne non armés au-dessus des territoires des 34 États participants sur une base réciproque. Plus de 1 500 vols de surveillance ont été effectués depuis l'entrée en vigueur du traité en 2002. Malgré les appels internationaux à reconsidérer le retrait de États-Unis, y compris de la part de leurs alliés, celui-ci est devenu effectif depuis le 22 novembre. Si la plupart des parties restantes au traité semblent déterminées à poursuivre sa mise en œuvre, à la fin de 2020, l'avenir à plus long terme du traité reste incertain.

Systemes d'armes létales autonomes

Lancés en 2014, les initiatives visant à réglementer les SALA dans le cadre de la CCAC sont dirigées depuis 2017 par un groupe d'experts gouvernementaux (GGE) à composition non limitée. En 2020, les discussions ont porté sur l'identification de domaines de convergence afin d'informer la 6e conférence d'examen de la CCAC, prévue en 2021. Cependant, outre les restrictions liées à la pandémie, les discussions ont été entravées par des désaccords fondamentaux persistants sur le résultat et le mandat du GGE, notamment entre les délégations occidentales, le Mouvement des non-alignés et la Russie. Cela a soulevé de sérieuses questions sur les capacités du GGE au-delà des 11 principes directeurs adoptés en 2019.

Gouvernance du cyberspace

Dans le contexte des tensions géopolitiques actuelles autour de la sécurité des TIC, un dialogue sur la gouvernance des TIC et les cybernormes a eu lieu à de multiples

niveaux. Les États ont poursuivi leurs efforts en 2020 dans le cadre de deux processus parallèles des Nations unies : un groupe de travail à composition non limitée et un GGE. Toutefois, malgré les évolutions du paysage numérique dues à la pandémie de Covid-19, qui ont accru la nécessité d'agir, les intérêts divergents des États et les préférences normatives ont entravé ces efforts internationaux visant à contrôler l'utilisation malveillante des TIC, compromettant l'obtention d'un accord juridiquement contraignant.

Sécurité spatiale

Malgré le risque croissant d'un conflit dans l'espace, les discussions internationales sur les aspects de sécurité et de sûreté des activités spatiales restent bloquées. Les pierres d'achoppement sont notamment les opérations controversées de rendez-vous et de proximité et les essais antisatellites présumés de la Russie, ainsi que l'adoption de politiques spatiales unilatérales par les États-Unis. Cependant, en décembre 2020, l'Assemblée générale des Nations unies a adopté une nouvelle initiative prometteuse proposée par le Royaume-Uni sur les normes de comportement responsable dans l'espace. ●



14. CONTRÔLE DU DOUBLE USAGE ET DU COMMERCE DES ARMES

Les initiatives de renforcement des contrôles du commerce des armes classiques et des biens à double usage (s'agissant d'armes classiques, biologiques, chimiques et nucléaires ainsi que leurs vecteurs) se sont poursuivies aux niveaux mondial, multilatéral et régional. L'adhésion aux instruments qui visent à établir et promouvoir des normes convenues pour le commerce des armes et des biens à double usage est restée stable. Toutefois, ces instruments sont de plus en plus déformés par des ressources nationales limitées et des tensions géopolitiques plus étendues. Cela se traduit par une diminution des rapports sur le Traité sur le commerce des armes (TCA), par des violations d'embargos de l'ONU sur les armes et par les efforts unilatéraux des États-Unis pour imposer un embargo sur les armes à l'Iran au-delà de 2020.

Le traité sur le commerce des armes

La 6e Conférence des États parties au TCA s'est déroulée en août 2020 par procédure écrite, sans réunion présentielle. Outre les perturbations liées à la Covid-19, certains problèmes que le TCA connaissait déjà ont persisté, notamment le faible respect des rapports obligatoires et la diminution du nombre de rapports accessibles au public. Les deux principaux développements ont été la création du Forum d'échange d'informations sur les détournements et l'adhésion de la Chine au TCA.

Embargos multilatéraux sur les armes

En 2020, 13 embargos de l'ONU, 21 embargos de l'UE et 1 embargo de la Ligue arabe étaient en vigueur. Aucun nouvel embargo multilatéral n'a été imposé et l'embargo sur

EMBARGOS MULTILATÉRAUX EN VIGUEUR EN 2020

Nations unies (13 embargos)

• Afghanistan (FNG, talibans) • République centrafricaine (Partiel ; FNG) • République démocratique du Congo (Partiel ; FNG) • Iran (Partiel) • Irak (FNG) • État islamique (Da'esh), Al-Qaïda et individus et entités associés • Corée du Nord • Liban (FNG) • Libye (Partiel ; FNG) • Somalie (Partiel ; FNG) • Soudan du Sud • Soudan (Darfour) (Partiel) • Yémen (FNG)

Union européenne (21 embargos)

Mise en œuvre des embargos de l'ONU (10):
• Afghanistan (FNG, talibans) • République centrafricaine (Partiel ; FNG) • République démocratique du Congo (Partiel ; FNG) • Irak (FNG) • État islamique (Da'esh), Al-Qaïda et individus et entités associés • Corée, Nord • Liban (FNG) • Libye (Partiel ; FNG) • Somalie (Partiel ; FNG) • Yémen (FNG)

Embargos sur les armes de l'UE ayant une couverture plus large que leurs équivalents ONU (3): • Iran • Soudan du Sud • Soudan

Embargos sans contrepartie ONU (8):
• Biélorussie • Chine • Égypte • Myanmar • Russie • Syrie • Venezuela • Zimbabwe

Ligue arabe (1 embargo)

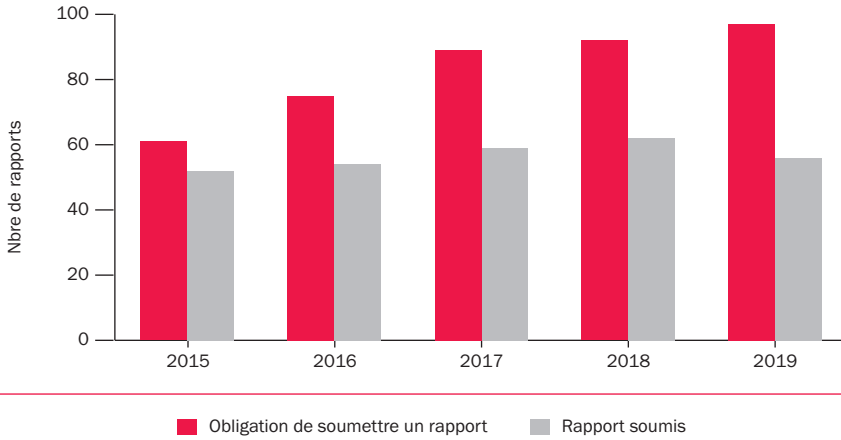
• Syrie

FNG = forces non gouvernementales ; Partiel = L'embargo autorise les transferts d'armes vers le gouvernement de l'État visé, à certaines conditions.

les armes majeures à – et sur les exportations d'armes de – l'Iran a expiré (bien que d'autres aspects de l'embargo restent en vigueur). 10 des embargos de l'UE couvraient les mêmes items que ceux de l'ONU ; 3 étaient plus étendus en termes de durée, de portée géographique ou de types d'armes couverts ; et 8 n'avaient pas de contrepartie onusienne. L'unique embargo sur les armes décrété par la Ligue arabe, à l'encontre de la Syrie, n'avait pas d'équivalent ONU.



**NOMBRE D'ÉTATS PARTIES AU TCA AYANT SOUMIS
DES RAPPORTS ANNUELS, 2015-19**



2020 a été une année test pour les embargos multilatéraux : les États-Unis ont cherché à prolonger unilatéralement l'embargo sur les armes imposé par l'ONU à l'Iran au-delà d'octobre 2020 ; les enquêtes de l'ONU ont révélé de nombreux cas signalés de violations, notamment de l'embargo sur la Libye ; et le conflit armé entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan a soulevé des questions sur l'application de l'embargo volontaire sur les armes imposé par l'OSCE au Haut-Karabakh.

Régimes de contrôle des exportations

Les 4 régimes multilatéraux de contrôle des exportations – le Groupe d'Australie (sur les armes chimiques et biologiques), le Régime de contrôle de la technologie des missiles, le Groupe des fournisseurs nucléaires et l'Arrangement de Wassenaar sur le contrôle des exportations d'armes conventionnelles et de biens et technologies à double usage – n'ont pas pu tenir de séance plénière annuelle en raison de la Covid-19. Plusieurs mesures ou processus accélérés ont été mis en place pour faire face aux défis posés par

la Covid-19. Aucun des quatre régimes n'a admis de nouveaux États.

Contrôles de l'UE

Pour mettre en œuvre les quatre régimes de contrôle, l'UE a établi une base juridique commune pour les contrôles de l'exportation, du courtage, du transit et du transbordement des biens, logiciels et technologies à double usage ainsi que certains biens militaires. L'UE est parvenue à un accord provisoire sur une version finale du règlement sur les biens à double usage, concluant ainsi un processus de révision entamé en 2011. Elle a également amélioré la transparence et l'accessibilité de son rapport annuel sur les exportations d'armes. ●



Accords de maîtrise et de désarmement en vigueur au 1er janvier 2021

- 1925 Protocole concernant la prohibition d'emploi à la guerre de gaz asphyxiants, toxiques ou similaires et de moyens bactériologiques (Protocole de Genève)
- 1948 Convention pour la prévention et la répression du crime de génocide
- 1949 Convention de Genève (IV) relative à la protection des personnes civiles en temps de guerre ; Protocoles I et II de 1977 relatifs à la protection des victimes des conflits armés internationaux et non internationaux
- 1959 Traité de l'Antarctique
- 1963 Traité interdisant les essais d'armes nucléaires dans l'atmosphère, dans l'espace extra-atmosphérique et sous l'eau (Traité d'interdiction partielle des essais nucléaires)
- 1967 Traité sur les principes régissant les activités des États en matière d'exploration et d'utilisation de l'espace extra-atmosphérique, y compris la Lune et les autres corps célestes
- 1967 Traité de Tlatelolco visant l'interdiction des armes nucléaires en Amérique latine et dans les Caraïbes
- 1968 Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires (Traité de non-prolifération, TNP)
- 1971 Traité interdisant de placer des armes nucléaires et d'autres armes de destruction massive sur le fond des mers et des océans ainsi que dans leur sous-sol
- 1972 Convention sur l'interdiction de la mise au point, de la fabrication et du stockage des armes bactériologiques (biologiques) ou à toxines et sur leur destruction (CABT)
- 1974 Traité relatif à la limitation des essais nucléaires souterrains (TTBT)
- 1976 Traité relatif aux explosions nucléaires souterraines à des fins pacifiques
- 1977 Convention sur l'interdiction d'utiliser des techniques de modification de l'environnement à des fins militaires ou toutes autres fins hostiles (Convention Enmod)
- 1980 Convention sur la protection physique des matières et des installations nucléaires
- 1981 Convention sur l'interdiction ou la limitation de l'emploi de certaines armes classiques pouvant être considérées comme produisant des effets traumatiques excessifs ou frappant sans discrimination (Convention sur certaines armes classiques, CCAC, ou « sur les armes inhumaines »)
- 1985 Traité de Rarotonga sur une zone exempte d'armes nucléaires dans le Pacifique Sud
- 1990 Traité sur les forces armées conventionnelles en Europe (FCE)
- 1992 Traité sur le régime « ciel ouvert »
- 1993 Convention sur l'interdiction de la mise au point, de la fabrication et du stockage des armes chimiques et sur leur destruction (CAC)
- 1995 Traité de Bangkok créant une zone exempte d'armes nucléaires en Asie du Sud-Est
- 1996 Traité de Pelindaba créant une zone exempte d'armes nucléaires en Afrique
- 1996 Accord de Florence sur la limitation des armements au niveau sous-régional
- 1997 Convention interaméricaine contre la fabrication et le trafic illicites d'armes à feu, de munitions, d'explosifs et d'autres matériels connexes (CIFTA)
- 1997 Convention sur l'interdiction de l'emploi, du stockage, de la production et du transfert des mines anti-personnel et sur leur destruction
- 1999 Convention interaméricaine sur la transparence de l'acquisition des armes classiques
- 2001 Protocole sur le contrôle des armes à feu, munitions et autres matériels connexes dans la région de la Communauté de développement de l'Afrique australe (SADC)
- 2004 Protocole de Nairobi pour la prévention, le contrôle et la réduction des ALPC dans la



région des Grands Lacs et la Corne de l'Afrique

- 2006 Convention de la CEDEAO sur les armes légères et de petit calibre, leurs munitions et autres matériels connexes
- 2006 Traité de Semipalatinsk créant des zones dénucléarisées en Asie centrale
- 2008 Convention sur les armes à sous-munitions (CASM)
- 2010 Traité New START ou traité de Prague sur les nouvelles mesures de réduction et de limitation des armes stratégiques offensives
- 2010 Convention de Kinshasa pour le contrôle des armes légères et de petit calibre, de leurs munitions et de toutes les pièces et composantes pouvant servir à leur fabrication en Afrique centrale
- 2011 Document de Vienne sur les mesures de confiance et de sécurité
- 2013 Traité sur le commerce des armes (TCA)
- 2017 Traité sur l'interdiction des armes nucléaires (TIAN entré en vigueur le 22 janvier 2021)

Accords non encore en vigueur au 1er janvier 2021

- 1996 Traité d'interdiction complète des essais nucléaires (TICE)
- 1999 Accord sur l'adaptation du traité FCE

Organes de coopération en matière de sécurité

En 2020, la Macédoine du Nord est devenue membre de l'OTAN, les Comores ont adhéré à l'Agence internationale de l'énergie atomique et le Royaume-Uni s'est retiré de l'Union européenne (UE). Pendant une période de transition allant jusqu'au 31 décembre 2020, le Royaume-Uni continue de faire partie du marché unique de l'UE, mais ne participe plus à ses institutions politiques. ●

CHRONOLOGIE SÉLECTIVE EN 2020

- 3 janv. Une frappe aérienne des États-Unis tue le général Qasem Soleimani, commandant de la Force Quds iranienne.
- 29 fév. États-Unis et talibans signent un accord de paix conditionnel.
- 23 mars Le SG de l'ONU appelle à un cessez-le-feu mondial immédiat pour relever le défi de la pandémie de Covid-19.
- 23 avril 2 anciens officiers de l'armée syrienne sont jugés en Allemagne pour crimes de guerre présumés.
- 25 mai Le meurtre de George Floyd par un policier à Minneapolis (États-Unis) suscite des protestations nationales et internationales.
- 15 juin Sur la Ligne de contrôle réel (frontière Chine-Inde), un affrontement cause les premiers décès depuis 45 ans.
- 22 juil. Cessez-le-feu entre les forces gouvernementales et les séparatistes pro-russes dans l'est de l'Ukraine.
- 18 août Coup d'État militaire au Mali et démission forcée du président Ibrahim Boubacar Keïta.
- 12 sept. Gouvernement afghan et talibans entament des pourparlers de paix intra-afghans.
- 3 oct. Le gouvernement de transition du Soudan et divers groupes d'opposition armés soudanais signent l'accord de paix de Juba.
- 3-7 nov. Joe Biden est élu 46e président des États-Unis.
- 24 déc. L'UE et le Royaume-Uni conviennent d'un accord global de libre-échange.



GROUPE DE RECHERCHE ET D'INFORMATION SUR LA PAIX ET LA SÉCURITÉ

Depuis 1979, le GRIP produit des études sur la paix et la sécurité internationales et la prévention et gestion des conflits, notamment en Afrique subsaharienne. Ses deux axes d'expertise sont la prolifération des armes légères et le contrôle des transferts d'armements. Le GRIP étudie aussi les questions de défense européenne, de désarmement nucléaire, des liens entre climat et conflit et la sécurité en Asie pacifique. Les analyses portent en outre sur la production d'armements, les doctrines et programmes militaires, et l'évolution des institutions internationales (ONU, OSCE, OTAN).

BASES DE DONNÉES DU GRIP

- Base de données des embargos sur les armes :
<https://embargo.grip.org> (version bilingue)
- Nouvelle base de données sur l'industrie de l'armement en Belgique :
<https://production.grip.org>

LES RAPPORTS DU GRIP EN 2020-21

- 1/2020 La machine de guerre saoudienne à l'épreuve de ses ambitions, Georges Bergehezan, 65 p., 10€, ISBN : 978-2-87291-177-6
- 2/2020 L'élargissement de la « responsabilité de protéger » aux urgences climatiques : une fausse bonne idée, Marion Dussuchal, p., 10€, ISBN : 978-2-87291-184-4
- 3/2020 Dépenses militaires, production et transferts d'armes – Compendium 2020, GRIP/SIPRI, 56 p., 10€, ISBN : 978-2-87291-192-9
- 4/2020 Résumé du SIPRI Yearbook 2020 – Armements, désarmement et sécurité internationale, Traduction GRIP, 20 p., 0€, ISBN : 978-2-87291-190-5

Pour plus d'informations, veuillez consulter le site :

<https://grip.org/category/publication/rapport>

OBSERVATOIRE BOUTROS-GHALI DU MAINTIEN DE LA PAIX

L'OBG est un projet piloté par le GRIP qui vise à développer un réseau francophone sur les opérations de paix onusiennes afin de renforcer la participation des acteurs francophones aux opérations de paix. Pour cela, l'Observatoire mène des activités d'information, de recherche et de réseautage. Pour en savoir plus sur l'OBG :

<https://www.observatoire-boutros-ghali.org/>



BASES DE DONNÉES DU SIPRI

- SIPRI Military Expenditure Database (Dépenses militaires)
- SIPRI Arms Industry Database (Industrie de l'armement)
- SIPRI Arms Transfers Database (Transferts d'armements)
- SIPRI Arms Embargoes Database (Embargos sur les armes)
- SIPRI National Reports Database (Rapports nationaux)
- SIPRI Multilateral Peace Operations Database (Opérations de paix multilatérales)

Les bases de données du SIPRI sont consultables sur le site Web du SIPRI.

COMMANDER LE SIPRI YEARBOOK 2021

SIPRI Yearbook 2021: Armaments, Disarmament and International Security

Imprimé sur papier et publié en ligne par Oxford University Press

ISBN 978-0-19-284757-7, couverture rigide

ISBN 978-0-19-193988-4, en ligne

Pour plus d'informations, veuillez consulter le site www.sipriyearbook.org



STOCKHOLM INTERNATIONAL PEACE RESEARCH INSTITUTE

Signalistgatan 9
SE-169 72 Solna, Suède
Tél. : +46 8 655 97 00
Email : sipri@sipri.org
Internet : www.sipri.org



GROUPE DE RECHERCHE ET D'INFORMATION SUR LA PAIX ET LA SÉCURITÉ

Avenue des Arts 7-8,
1210 Bruxelles, Belgique
Tél. : +32 2 241 84 20
Email : admi@grip.org
Internet : www.grip.org



SIPRI YEARBOOK 2021

Armaments, Disarmament and International Security

Le SIPRI Yearbook est une source reconnue et indépendante de données et analyses sur les armements, le désarmement et la sécurité internationale. Il reflète les évolutions en matière de sécurité internationale, d'armes et de technologie, de dépenses militaires, de production et commerce d'armes, des conflits armés et de gestion des conflits, ainsi que des initiatives de contrôle des armes classiques, nucléaires, chimiques et biologiques.

Cette brochure résume la 52e édition de l'annuaire, qui analyse les évolutions suivantes en 2020 :

- *Conflits armés et la gestion des conflits* : aperçu des conflits armés et des processus de paix (Amériques, Asie et Océanie, Europe, Moyen-Orient et Afrique du Nord, Afrique subsaharienne) ; tendances mondiales et régionales des opérations de paix et appel de l'ONU à un cessez-le-feu mondial pour lutter contre la pandémie de Covid-19
- *Dépenses militaires, transferts internationaux et évolution de la production d'armes*
- *Forces nucléaires mondiales* : aperçu des neuf États dotés d'armes nucléaires et de leurs programmes de modernisation nucléaire
- *Contrôle des armements nucléaires* : évolution du dialogue stratégique entre la Russie et les États-Unis, accord sur le nucléaire iranien et traités multilatéraux de contrôle et de désarmement, dont l'entrée en vigueur du traité d'interdiction (TIAN)
- *Menaces chimiques et biologiques* : impact de la pandémie de Covid-19, enquête sur les allégations d'utilisation d'armes chimiques en Syrie et évolution des instruments juridiques internationaux contre la guerre chimique et biologique
- *Maîtrise des armes classiques* : suivi des instruments mondiaux, des initiatives de réglementation des systèmes d'armes autonomes létaux, du comportement des États dans le cyberspace et l'espace et du traité « Ciel ouvert »
- *Contrôles du double usage et du commerce des armes* : évolution du traité sur le commerce des armes, des embargos multilatéraux et des régimes de contrôle des exportations ; révision du cadre juridique de l'Union européenne en matière de contrôles.

Les annexes dressent la liste des accords de contrôle des armements et de désarmement, des organes de coopération internationale de sécurité, et des événements clés en 2020.